

Raoni otage des intérêts économiques français en Amazonie ?

Le leader kayapo Raoni Metuktiré, venu en France fin septembre pour défendre la cause de la forêt amazonienne, s'est retrouvé pris au piège d'une intrigue politico-financière.



L'actrice américaine Sigourney Weaver, en solidarité avec les Indiens du Xingu, participe en avril 2010 à une manifestation contre le barrage de Belo Monte devant la mission du Brésil aux Nations-Unies à New York © Amazon Watch

Raoni, leader des Kayapo d'Amazonie brésilienne, était en France du 19 au 30 septembre 2011 pour récolter des fonds et poursuivre son combat contre le barrage de Belo Monte sur le fleuve Xingu. Il était déjà venu en mai 2010 demander un soutien de la France à son combat contre la construction du barrage.

Ce barrage, qui, s'il est construit, sera le troisième plus grand au monde, s'ins-

crit, avec celui de Jirau, sur le fleuve Madeira, dans le cadre du 'Programme de croissance accélérée' mis en place en 2007 par le président Lula. Belo Monte inondera 668 km² dont 400 km² de forêts en territoire indien. 20 000 personnes seront déplacées et au moins 24 groupes indiens subiront un changement de mode de vie lié à la raréfaction de leurs ressources vivrières.

La veille de son départ, Raoni avait

confirmé par téléphone à Survival son souhait de faire campagne contre Belo Monte et le comité de soutien au chef Raoni l'attendait à l'aéroport avec enthousiasme pour lui remettre 102 000 signatures à la pétition qu'il avait lancée avec d'autres leaders amazoniens. Fort de ce soutien, il avait légitimité pour interpeller le président français et les parlements français et européen. Eva Joly s'était dite prête à le soutenir publiquement. Une grande manifestation était planifiée à Paris.

Son comité de soutien fut cependant fort surpris de constater qu'aucune marge de manœuvre ne lui avait été octroyée par l'Association pour la forêt vierge (AFV) et son président d'honneur, Jean-Pierre Dutilleux. Raoni a semblé muselé dans toutes ses apparitions publiques et littéralement tenu sous contrôle et à distance des journalistes et des militants dans ses déplacements. Lors de l'unique point presse autorisé par l'AFV au château de Cheverny, la mention par Raoni de sa recherche de soutien en France pour l'organisation d'une grande manifestation anti-Belo Monte fin octobre à Altamira, fut délibérément dénaturée par la traduction de Dutilleux. Raoni ne put finalement honorer qu'un seul événement officiel sur le territoire français : sa décoration par le maire de Paris en tant que citoyen d'honneur de la ville. Étrangement, toute mention au barrage de Belo Monte disparut du discours de Bertrand Delanoë et de celui du chef Raoni pendant la cérémonie, alors que l'annonce officielle de l'événement, en faisait largement mention.

Parallèlement, Dutilleux fut reçu au ministère de la Coopération, sans Raoni,



Raoni recevait mardi 27 septembre des mains de Bertrand Delanoë le diplôme de citoyen d'honneur de la Ville de Paris. © Ian Packer/Survival

pour négocier un financement. Aucune publicité ne fut faite autour de cet événement et les Kayapo ne savent pas ce qui a été dit et décidé lors de cette réunion. Cette rencontre secrète contraste avec la promesse de Nicolas Sarkozy faite deux ans auparavant à Brasilia où il s'était engagé à rencontrer Raoni officiellement en France.

Dans le cadre d'un voyage qui a pris une tournure si peu combative, cette rencontre au ministère de la Coopération interpelle. D'autant plus que ce même ministère vient d'octroyer un prêt de cent millions d'euros à l'entreprise publique brésilienne Electrobras, en charge de la construction du barrage de Belo Monte, afin de financer un appui technique pour la gestion durable des forêts en Amazonie. Ceci fait probablement écho à la déclaration de Carlos Minc, ministre brésilien de l'Environnement qui réclame 800 millions de dollars de compensations aux entreprises engagées sur Belo Monte, notamment pour la préservation des territoires indigènes.

Electrobras a remporté l'appel d'offres pour la construction du barrage de Belo Monte. Dans le consortium qu'elle dirige, des entreprises françaises comme Alstom sont parties prenantes. Cette compagnie, qui fournira les turbines du barrage pour un contrat juteux de 500 millions

d'euros, est le plus grand constructeur mondial de grands barrages. L'Etat français a détenu jusqu'à 21% de son capital, dont les parts ont été rachetées en 2006 par le groupe Bouygues.

EDF, dont l'Etat est actionnaire à 85%, dit aussi mener à l'heure actuelle des études sur la construction de barrages hydroélectriques au Brésil et a un œil sur ses projets nucléaires.

Parallèlement, GDF-SUEZ est actionnaire à 70% de la construction du barrage de Jirau et est aujourd'hui le premier producteur privé d'électricité du Brésil, par l'exploitation de 21 centrales, dont 13 hydroélectriques. Jirau est le deuxième plus grand programme hydroélectrique en cours dans les Amériques, après celui de Belo Monte. L'Etat français est, lui, actionnaire à 36% de GDF-SUEZ et accompagne à l'heure actuelle un partenariat stratégique entre GDF-SUEZ et Electrobras pour l'Amérique latine mais aussi l'Afrique, deux grandes zones émergentes sur lesquelles ces géants de l'énergie cherchent à se développer.

GDF-SUEZ a été nominée au 'Public Eye Awards' 2010 couronnant l'entreprise la plus irresponsable en matière d'environnement pour son rôle dans la construction du barrage de Jirau. L'entreprise est accusée d'avoir fait preuve d'un manque de vigilance au cours des

phases de planification et de construction du barrage, ainsi que d'un flagrant mépris des droits humains et de la protection de l'environnement.

Les mêmes critiques sont aujourd'hui émises par la communauté internationale vis-à-vis du gouvernement brésilien concernant le barrage de Belo Monte. Il lui est reproché par la justice fédérale du Para, par la Commission interaméricaine des droits de l'homme et par les Nations-Unies d'agir à l'encontre de la Constitution du Brésil, de la Convention américaine des droits de l'homme, de la Convention 169 de l'Organisation internationale du Travail et de la Déclaration des droits des peuples autochtones des Nations-Unies. En effet, aucune consultation digne de ce nom, ni aucun consentement n'a été obtenu de la part des populations concernées par le barrage, aucune mesure préventive n'a été prise en faveur d'une douzaine de groupes indiens, dont certains vivent encore dans l'isolement dans le bassin du fleuve Xingu, et les études d'impacts environnementaux ont été bâclées.

Des entreprises françaises et l'Etat, à travers ses parts de capital, se rendent aujourd'hui complices de ces violations des droits humains et il est scandaleux et intolérable que les Kayapo aient pu être censurés afin de préserver ce marché promoteur qu'est le Brésil de demain. ■

* Juriste spécialiste des droits de l'homme.